



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/INF/1
17 janvier 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

L'ÉCONOMIE MONDIALE AU DÉBUT DE 1995 : PROPAGATION MONDIALE DE
LA REPRISE, REcul DE L'INFLATION ET PERSISTANCE DU CHÔMAGE*

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. RÉSUMÉ	1 - 13	3
Principaux aspects de la situation économique mondiale	5 - 13	3
II. LES FAIBLES RETOMBÉES DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI	14 - 24	6
III. DYNAMISME DU COMMERCE INTERNATIONAL ET STABILITÉ DES PRIX DES PRODUITS DE BASE	25 - 30	8
IV. SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE	31 - 91	10
A. Pays développés à économie de marché	32 - 50	10

* La présente note se fonde sur les informations dont disposait le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies le 5 décembre 1994; elle tient compte des informations reçues des commissions régionales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la CNUCED. Les projections qui y figurent découlent de l'application d'un ensemble intégré de grands modèles couvrant plus de 70 pays, tenus à jour par le Groupe de recherche internationale de créateurs de modèles économétriques (projet LINK), qui est installé au Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU.

Les projections sont arrondies au quart de point de pourcentage le plus proche, dans les tableaux et dans le texte, et sont exprimées sous forme fractionnaire; les estimations de l'activité économique passée et présente sont arrondies au dixième de point de pourcentage le plus proche et sont exprimées en décimales.

B. Pays à économie en transition	51 - 61	14
--	---------	----

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
C. Économies des pays en développement	62 - 91	17
1. Amérique latine et Caraïbes	64 - 69	17
2. Afrique	70 - 75	19
3. Asie du Sud et de l'Est	76 - 80	20
4. Chine	81 - 84	21
5. Asie occidentale et pays méditerranéens	85 - 91	22
Annexe. Tableaux		26

I. RÉSUMÉ

1. L'économie mondiale commence l'année 1995 par un large mouvement d'expansion dont la vigueur et la profondeur continuent à surprendre les observateurs. Le nombre de pays où la croissance économique est forte ou s'accélère a augmenté et leur demande d'importations apporte souvent une impulsion très sensible à leurs partenaires commerciaux. Pourtant, les résultats restent inégaux, et le produit par habitant n'augmente toujours pas dans la plus grande partie de l'Afrique tandis que dans de nombreux pays à économie en transition la production continue à se contracter fortement.

2. L'investissement a commencé à répondre à cette conjoncture favorable et entraîne vigoureusement la demande dans plusieurs pays, tout en promettant d'apporter dans les années qui viennent une impulsion à la progression des capacités et de la productivité. En outre, l'inflation constatée est généralement plus faible que celle que l'on observe d'ordinaire quand les taux de croissance de la production sont ce qu'ils sont actuellement, ou au même stade du cycle conjoncturel.

3. Sur le front des politiques économiques, comme dans la plupart des cas, aucune politique budgétaire n'a été expressément appliquée pour faire sortir les économies de la récession, la pause que l'on observe dans la diminution des déficits budgétaires sous l'effet de la récession n'est bien généralement considérée que comme une simple pause. Dans la plupart des pays, de nouvelles séries de mesures d'assainissement budgétaire semblent occuper une place éminente dans l'ordre du jour de la politique économique. Dans les pays des grandes monnaies, les responsables de la politique monétaire craignent désormais moins la récession qu'une reprise de l'inflation; mais ils continuent plus généralement à préférer, en majorité, une orientation prudente de la politique monétaire.

4. On observe donc une convergence générale de l'orientation donnée, de par le monde, à la politique économique; cependant, il existe plusieurs grands problèmes économiques et sociaux auxquels on ne peut s'attendre que ces politiques apportent une solution. En particulier, le chômage et le sous-emploi qui, même avant la récession, étaient déjà graves, ne seront pas éliminés par la phase d'expansion actuelle du cycle mondial. En d'autres termes, si la reprise réduit bien les taux d'ensemble du chômage, elle ne résoudra pas pour autant les grands problèmes d'emploi qui persisteront dans beaucoup de pays développés, en développement ou à économie en transition.

Principaux aspects de la situation économique mondiale

5. Au moment où commence la deuxième moitié des années 90, la conjoncture économique est la meilleure de la décennie. On estime qu'en 1994, le produit mondial a augmenté de 2,2 % et qu'il augmentera de 3 % en 1995, de sorte qu'on commence à s'écarter des taux de croissance observés pendant la période de récession du début des années 90 (voir tableau)¹. La croissance des échanges a également augmenté : elle a été de 7 % en 1994, et cette progression devrait se répéter en 1995, de sorte que le commerce mondial devrait retrouver la croissance dynamique qu'il connaissait à la fin des années 80 (voir tableau A.7 de l'annexe).

La croissance de l'économie mondiale de 1981 à 1995
 (Variations annuelles en pourcentage)

	1981- 1990	1991	1992	1993	1994	1995
Produit mondial	2,8	0,4	0,7	1,2	2,2	3
Pays développés à économie de marché	2,8	0,8	1,5	1,1	2,6	2 3/4
Pays à économie en transition	2,0	-8,8	-15,6	-8,6	-10,3 ^a	-5 ^a
Pays en développement	3,1	3,4	4,9	5,1	4,8	5 1/2
dont pays les moins avancés	2,0	1,3	3,1	2,9	3,3	4
Commerce mondial ^b	4,6	5,1	6,0	3,9	7,1	7
Pour mémoire						
Produit mondial par habitant	1,0	-1,2	-0,8	-0,4	0,7	1 1/4
Produit mondial pondéré par les taux de change établis à PPA ^c	3,3	1,4	2,5	3,1	3,8	4 1/4

Source : DESIAP, ONU.

Note : Pour 1994, les données sont des estimations préliminaires; pour 1995, les projections ont été établies par le projet LINK.

^a Les estimations relatives à 1994 se fondent sur les données officielles, qui, pour les États successeurs de l'Union soviétique en particulier, font ressortir une baisse du produit intérieur brut (PIB) plus forte que ce qui, croit-on, a eu lieu réellement. Pour les projections relatives à 1995, on a supposé le maintien des pratiques comptables nationales actuelles et les chiffres obtenus doivent donc s'interpréter comme une limite inférieure des résultats effectivement attendus.

^b Taux moyen de croissance du volume des exportations et importations mondiales, à l'exclusion des exportations des pays à économie en transition (faute d'informations suffisantes sur les échanges récents de ces pays).

^c Les économistes ont des opinions différentes sur la meilleure méthode à retenir pour comparer la taille des économies nationales; la croissance du produit mondial indiquée ici découle de l'emploi d'une méthode non classique de mesure de la taille relative de ces économies, qui repose sur la notion de parité des pouvoirs d'achat (PPA), plutôt que sur les taux de change; les PPA ont été empruntées aux Penn World Tables, Mark 5.5.

6. L'accélération de la croissance de l'économie mondiale reflète dans une large mesure la propagation de la reprise du cycle conjoncturel dans un nombre grandissant de pays industrialisés. La croissance économique dans les pays en développement est restée vigoureuse, à 5 % environ, et cette croissance se propage toujours plus largement, tandis que dans plusieurs des pays qui passent de l'économie planifiée à l'économie de marché, ou bien la très forte contraction de l'activité économique s'atténue, ou bien le produit a recommencé à augmenter.

7. Pourtant, la reprise ne s'étend pas à tous les pays. Le produit intérieur brut (PIB) continue sans doute à se contracter, globalement, dans les pays à économie en transition, comme l'indique le tableau² et le produit diminue également dans les pays qui sont en proie à un conflit armé. Le taux de croissance global des 47 pays "les moins avancés" – surtout des pays africains – continue à être inférieur à la moyenne des pays en développement, bien que cette différence se réduise un peu à la faveur surtout du dynamisme accru des pays asiatiques faisant partie de ce groupe.

8. Sur le front de l'inflation, les progrès ont été considérables. Dans la plupart des pays en développement ou à économie en transition, les taux d'inflation ont diminué, dans certains cas de façon tout à fait spectaculaire. Dans les pays industrialisés, la reprise s'est jusqu'à présent accompagnée d'une

/...

inflation faible et en diminution. Le taux de hausse des prix à la consommation, pour l'ensemble du groupe, sera sans doute à peu près le même en 1995 (projeté à 2 1/2 %) qu'en 1994 (où il était estimé à 2,3 %), ce qui est pratiquement le taux global d'inflation le plus faible depuis près d'une décennie. Bien que l'augmentation des rendements des obligations et autres instruments financiers, en 1994, semble trahir une nervosité profonde des marchés financiers au sujet de risques futurs d'inflation, la grande majorité des informations disponibles fait craindre, au pire, une petite recrudescence de l'inflation en 1995. En fait, l'augmentation annuelle des prix à la consommation dans les sept principaux pays industrialisés se situerait en 1995, selon les projections, entre 1/2 % au Japon et un peu moins de 4 % en Italie (voir tableau A.4 de l'annexe)³.

9. Dans le monde entier, les responsables de la conception des politiques économiques sont désormais plus sensibles à la nécessité de contrôler durablement l'inflation, ce que les gouvernements parviennent de plus en plus à faire. Ainsi, les autorités monétaires dans la plupart des pays industrialisés où la reprise est en cours s'attachent surtout à freiner la croissance de la demande afin de ne pas déclencher un nouveau cycle inflationniste qui, s'il se produisait, serait coûteux à maîtriser. De même, les autorités budgétaires s'attachent généralement à réduire les déficits publics.

10. Les responsables de la politique économique ont également cherché à accélérer la croissance de la productivité, à la fois pour réduire la progression des coûts de production – et donc l'inflation – et pour relever la croissance du revenu national. L'un des principaux moyens utilisés à cet effet ces dernières années a consisté à stimuler la concurrence par la libéralisation et la privatisation. Dans de nombreuses régions du monde, beaucoup d'entreprises semblent prêtes à affronter la concurrence, et l'investissement privé augmente, ce qui atteste aussi une confiance nouvelle dans les perspectives de l'économie.

11. Cette confiance s'est récemment trouvée confortée encore par l'accélération de la ratification des accords qui marquent l'aboutissement des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, quand le Congrès des États-Unis d'Amérique les a approuvés. Différents pays acceptent de plus en plus l'idée qu'ils doivent abaisser les obstacles que leurs propres marchés opposent à la concurrence étrangère, afin de devenir plus productifs et d'être ainsi mieux placés sur les marchés étrangers.

12. Pourtant, dans la plupart des pays le commerce international reste un sujet politiquement délicat. Il reste encore beaucoup de choses à négocier au niveau multilatéral et une multitude de différends particuliers ne manqueront pas d'éclater et devront être réglés selon les "règles du jeu" convenues et obligatoires. Il est donc particulièrement important que l'Organisation mondiale du commerce prévue dans l'Accord final des négociations d'Uruguay ouvre ses portes le 1er janvier 1995.

13. Pour ceux qui participent avec succès à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale, les perspectives sont tout à fait encourageantes. Cependant, comme en témoigne la croissance toujours faible du produit en Afrique (voir tableau A.6

de l'annexe), beaucoup de pays restent en dehors du jeu. De plus, même dans les pays où le revenu par habitant augmente, il semble que des groupes nombreux – en particulier, un grand nombre de chômeurs – demeurent exclus.

II. LES FAIBLES RETOMBÉES DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI

14. Les pays industrialisés qui ont été les premiers à bénéficier d'une reprise conjoncturelle sont bien sûr ceux qui ont le mieux réussi à réduire le chômage. En 1995, le taux de chômage devrait avoir diminué dans les principaux pays industrialisés (à l'exception du Japon, où la reprise ne s'est amorcée qu'au cours des six derniers mois de 1994) (voir le tableau 3 de l'annexe). Une baisse des taux de chômage est également prévue dans les autres pays industrialisés, à l'exception de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne. En règle générale, la diminution des taux de chômage ne s'amorce pas immédiatement après le début de la reprise; mais dans le cadre du cycle actuel, comme la reprise a été exceptionnellement lente et qu'elle s'est même parfois interrompue, l'amélioration de l'emploi s'est fait attendre particulièrement longtemps.

15. Ces améliorations des taux de chômage et celles qui suivront n'élimineront pas pour autant les problèmes considérables que pose le chômage structurel. Ainsi, aux États-Unis, la part des licenciements temporaires dans les suppressions d'emplois diminue depuis plus de 25 ans; pour pouvoir être réembauchés, les travailleurs sont ainsi de plus en plus souvent contraints de se lancer à la recherche d'un nouvel emploi, recherche parfois aléatoire et angoissante. Dans le contexte de la reprise actuelle, il semble que les travailleurs peu et semi-qualifiés – en particulier les hommes d'un certain âge – aient eu davantage de difficultés à retrouver un emploi stable à plein temps comparable à celui qu'ils avaient auparavant. Ceci est notamment dû au décalage croissant entre les compétences existantes et les nouvelles qualifications demandées. En outre, les taux de chômage restent très variables d'un groupe social à l'autre. La proportion d'individus définitivement exclus du marché du travail a également augmenté dans les groupes minoritaires défavorisés, surtout parmi les hommes. Et les membres de ces groupes qui ont un emploi sont généralement plus nombreux dans les catégories de main-d'oeuvre les moins qualifiées, dont les salaires sont peu élevés et qui sont plus vulnérables face au chômage.

16. Le chômage structurel a également été une préoccupation majeure en Europe et commence à toucher le Japon. Malgré une croissance de la production de 2,4 % en 1994 et de 3 % en 1995, on prévoit que, dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage ne sera que d'un demi-point inférieur en 1995 au taux record de 11,2 % atteint en 1994 (voir tableau A.3 en annexe). Au Japon, seul pays développé à économie de marché où les emplois étaient traditionnellement des "emplois à vie", le taux de chômage actuel (3 %) est supérieur à la moyenne des 15 dernières années (2,5 %). En fait, le taux de chômage n'y a atteint 3 % que trois mois entre 1953 et juillet 1994. Compte tenu de l'importante restructuration des entreprises en cours dans le pays, il est vraisemblable qu'un taux de chômage de 3 % persistera pendant plusieurs années, même si la reprise économique se poursuit.

17. Le chômage est devenu un aspect majeur de la transformation structurelle des économies en transition. Dans nombre des États successeurs de l'Union soviétique en particulier, on s'attend à une montée en flèche du chômage déclaré. Celui-ci a déjà enregistré une augmentation rapide en Europe de l'Est. Au printemps 1994, il avait atteint 11 % en Hongrie, près de 15 % en Slovaquie et 17 % en Pologne, car les grandes entreprises en sureffectif ont procédé à des dégraissages — ce qu'elles n'auraient pas fait auparavant. Cela tient à la transformation de la nature même des entreprises. En effet, à mesure que le modèle de l'économie de marché s'impose dans ces pays, les entreprises qui étaient à la fois des institutions sociales et des entités économiques lorsque la planification était centralisée, ont désormais pour principal objectif de réaliser des profits. Pendant cette période de transition, elles continuent néanmoins à assurer une grande partie de la protection sociale qui est prise en charge par l'État dans les économies de marché des pays développés; c'est ce qui explique que le chômage déclaré, qui s'accompagne d'une rupture des liens entre les travailleurs et leur entreprise, ait eu un coût social relativement élevé.

18. Même si la croissance de la production s'est accélérée en Amérique latine et aux Caraïbes, elle n'est pas assez rapide dans la plupart des pays pour assurer un nombre suffisant d'emplois à temps plein dans le secteur "structuré" (essentiellement urbain) de l'économie à la fois pour résorber les augmentations de la main-d'oeuvre et pour réduire le nombre de chômeurs et ce, même si les taux de chômage déclarés ont considérablement diminué par rapport aux niveaux records qu'ils avaient atteint au milieu des années 80 dans certains pays d'Amérique latine. Le problème tient au fait que le nombre de personnes sans emploi ou sous-employées reste beaucoup trop élevé et que l'émigration légale ou clandestine vers des pays industrialisés, qui constituait une soupape de sécurité sur le plan social (et qui représentait également une source de devises grâce aux transferts de salaires) pour de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, est de moins en moins possible.

19. Le coût du chômage déclaré est particulièrement élevé dans une grande partie des régions d'Afrique, où les filets de sécurité sont essentiellement offerts par les familles, qui n'ont pourtant que de maigres ressources à partager. Dans pratiquement tous les pays, les possibilités d'emploi sont beaucoup trop réduites pour absorber la totalité de la main-d'oeuvre et les perspectives de migration vers les pays industrialisés ou les pays exportateurs de pétrole du golfe Persique sont désormais limitées. Il est donc peu probable que le chômage puisse être résorbé par la création d'emplois suffisamment productifs, même si la croissance économique était plus rapide et plus durable dans la région, ce qui est loin d'être le cas.

20. Dans de nombreuses régions d'Asie et du Pacifique, le chômage et le sous-emploi sont également des préoccupations majeures. Néanmoins, le chômage constitue un problème moins aigu dans les nouvelles économies industrielles (NEI). En fait, ces économies montrent qu'une croissance économique durable est essentielle pour réduire le chômage, puisque leur PIB par habitant a augmenté de 5,4 % par an en moyenne depuis le début des années 90⁴. Alors que l'on prévoit que le taux de croissance de la production en Afrique et en Amérique latine atteindra son plus haut niveau depuis les 10 dernières années en 1995, on pense que l'augmentation du PIB par habitant ne dépassera pas 1/2 % en Afrique et qu'il sera inférieur à 2 % en Amérique latine⁵.

21. La principale tâche à laquelle les gouvernements doivent s'atteler sur le plan économique, surtout dans les économies des pays en développement et en transition à croissance lente, est sans doute d'accélérer le taux de croissance du PIB sans en compromettre la viabilité. Outre une stabilisation macro-économique, cela suppose qu'un vaste appareil de réformes structurelles et institutionnelles soit mis en oeuvre et qu'une part appréciable des excédents dégagés une fois que la croissance du PIB se sera accélérée soit réinvestie, notamment dans les infrastructures et d'autres domaines relevant habituellement du secteur public. Cela suppose également que l'environnement international soit favorable et qu'il assure notamment des débouchés aux exportations et des conditions d'accès aux flux de capitaux étrangers qui soient adaptées à la capacité d'endettement de chaque économie.

22. Toutefois, comme en témoigne la situation de certains pays industrialisés, une réduction adéquate du chômage suppose également la mise en oeuvre de politiques visant spécifiquement à améliorer le fonctionnement des marchés du travail et à doter les travailleurs de compétences et d'une formation appropriées pour qu'ils soient compétitifs dans une économie mondiale qui évolue rapidement. On considère donc que la réalisation du plein emploi ne relève qu'en partie d'une gestion économique globale⁶.

23. De plus, les impératifs macro-économiques de la politique générale risquent de compromettre l'adoption de politiques adéquates permettant d'améliorer la situation de l'emploi. En effet, on pense de plus en plus que ces impératifs supposent que les dépenses publiques soient comprimées pour équilibrer le budget de façon durable et réduire le poids de l'impôt sur les ménages et les entreprises. Certaines politiques en faveur de l'emploi n'ont pas d'incidences budgétaires, alors que d'autres en ont par nature, notamment lorsqu'elles se traduisent par des investissements dans la main-d'oeuvre.

24. D'un côté, les dépenses engagées se traduisent par une "politique sociale" qui tente d'améliorer l'équité au niveau national en empêchant une partie importante de la population d'être exclue du développement économique. D'un autre côté, ces dépenses constitueraient des investissements essentiels pour la productivité nationale – et donc pour le potentiel de croissance économique à long terme, et l'on irait à l'encontre du but recherché si l'on n'y consacrait pas des ressources suffisantes.

III. DYNAMISME DU COMMERCE INTERNATIONAL ET STABILITÉ DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

25. La croissance plus forte de la production – et donc des revenus réels – qui a été enregistrée dans le monde en 1994 et qui devrait se poursuivre en 1995 accélère la demande d'importations. Le volume des importations des pays industrialisés a augmenté de 6 % en 1994 et devrait connaître une augmentation analogue en 1995 (voir tableau A.7 en annexe). Les pays dont les échanges commerciaux sont les plus dynamiques, tant à l'achat qu'à la vente, appartiennent au groupe des pays en développement, qui totalise moins de 30 % du commerce mondial. Stimulé par le dynamisme de l'économie, le volume total des importations des pays en développement se serait accru de 11,5 % en 1994 et devrait augmenter encore de 9 % en 1995.

26. Le plus grand dynamisme de l'économie mondiale a également stimulé les marchés internationaux des produits de base en 1994. Au cours des six derniers mois de 1993, la longue tendance à la baisse de l'indice des prix des produits de base non pétroliers (pondéré en fonction de la part des économies des pays en développement dans les exportations) a commencé à s'inverser. Au troisième trimestre de 1994, cet indice avait augmenté de 21 % par rapport à l'année précédente à la même période (voir tableau A.8 en annexe). Cet indice traduit les évolutions enregistrées en dollars, dont la valeur varie sur les marchés monétaires internationaux. D'après une variante "réelle" de l'indice, selon laquelle les prix sont exprimés en fonction d'un panier d'exportations manufacturées des pays développés à économie de marché, au troisième trimestre de 1994, les prix réels avaient retrouvé le même niveau qu'au début de 1990.

27. La hausse générale des prix de 1994 s'est accompagnée d'augmentations spectaculaires des cours de certains produits de base, comme le café, le cuivre et l'aluminium. D'autres facteurs, comme l'insuffisance de la production et, dans certains cas, une limitation de l'offre par les producteurs, ont également contribué à cette hausse. De plus, il semble que des spéculateurs, de plus en plus attirés par les marchés de certains produits de base, aient contribué à faire monter les prix sur ces marchés. Ils y ont notamment été incités car ils pensaient que les cours de nombreux marchés financiers étaient surévalués, et les prix des actions ordinaires ont en effet chuté sur la plupart des places financières en 1994.

28. La hausse des cours des produits de base devrait se maintenir en 1995, même s'ils n'augmenteront généralement pas de plus de 2 %. Cette hausse stimule l'investissement de nouveaux capitaux consacrés à l'augmentation des capacités. Dans le cas du cacao et du café par exemple, la montée en flèche des prix stimule la remise en état des arbustes, en particulier dans certains pays africains où ceux-ci étaient mal entretenus et avaient parfois été arrachés en raison du faible niveau des cours. Néanmoins, en augmentant l'offre mondiale, ceci risque de précipiter une nouvelle chute des prix.

29. Contrairement aux prix des produits non pétroliers, les prix du pétrole brut ont continué à chuter au début de 1994, bien qu'ils aient commencé à se stabiliser au second trimestre (voir tableau A.8 en annexe). Une demande relativement élevée de pétrole et d'autres sources d'énergie dans le monde, à laquelle se sont ajoutées des interruptions de la production dues à une grève des travailleurs nigériens dans l'industrie du pétrole, ont provoqué une hausse des prix. Néanmoins, l'augmentation des exportations de pétrole des États successeurs de l'Union soviétique et des approvisionnements en provenance de la mer du Nord a freiné la hausse des prix au cours du troisième trimestre. Le prix du pétrole brut est estimé à 15,5 dollars par baril sur l'ensemble de l'année 1994, ce qui représente une baisse de 5 % par rapport à 1993.

30. Si l'interdiction qui frappe les exportations de pétrole de l'Irak est maintenue, compte tenu de la reprise économique mondiale relativement forte, l'offre et la demande de pétrole devraient presque s'équilibrer dans le monde en 1995. Dans ces conditions, les prix du pétrole devraient atteindre 17 à 18 dollars le baril, surtout si l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) maintenait sa production au-dessous du même plafond malgré la hausse de la demande. Toutefois, le gel de la production décidé par l'OPEP pour une durée

d'un an pourrait être remis en cause par le réchauffement du climat et l'augmentation possible des revenus pétroliers des pays non-membres de l'Organisation.

IV. SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

31. À partir de 1992, l'économie mondiale a commencé à sortir peu à peu du creux conjoncturel. Si les prévisions du tableau sont confirmées, 1995 sera la quatrième année consécutive à voir s'accroître la croissance de la production, phénomène tout à fait inhabituel. La question sera alors de savoir si avec une croissance plus mesurée s'ouvrira pour l'économie mondiale, comme on l'espère depuis longtemps, une époque de croissance plus viable et plus soutenue. Quoiqu'il en soit, la production mondiale est la somme de l'activité des nombreux pays du monde, dont les situations économiques demeurent très contrastées.

A. Pays développés à économie de marché

32. Dans les pays développés à économie de marché, la reprise économique semble s'être confirmée de plus en plus, même si elle est plus lente que lors des précédentes périodes de haute conjoncture. Celle-ci n'aura pas pour corollaire les déséquilibres des paiements de plus en plus graves qui avaient marqué la reprise de 1984, ni le gonflement rapide du prix des actifs dont avait été accompagnée la brève période de croissance de 1988.

33. Les pays continentaux d'Europe occidentale entament leur deuxième année de reprise modérée, tandis qu'en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, pays qui ont au moins deux ans d'avance dans le cycle conjoncturel, la croissance ne s'est pas essoufflée (voir à l'annexe le tableau A.1). Le rythme plus soutenu prédit pour 1995 ne devrait pas se ressentir du ralentissement attendu aux États-Unis, car on prévoit que la plupart des pays d'Europe connaîtront un rythme de croissance nettement plus rapide. Le seul grand pays industriel à n'avoir pas encore rejoint le peloton reste le Japon : l'économie y est sortie de la récession, mais la reprise manque de vigueur (voir à l'annexe, le tableau A.2).

34. L'expansion économique aux États-Unis s'est poursuivie à vive allure en 1994 à un taux atteignant presque 4 %, le chômage tombant à moins de 6 % pendant le deuxième semestre. Un gonflement des stocks au deuxième trimestre de 1994, interprété à l'époque comme marquant l'annonce d'un ralentissement, s'est avéré en fait un retour à un rapport plus normal entre les stocks et les ventes, les entreprises s'étant persuadées de la viabilité de la reprise. L'accumulation des stocks a continué à un rythme presque aussi soutenu au troisième trimestre, mais la production industrielle et les ventes des entreprises ne se sont pas ralenties. Si l'activité économique conserve son dynamisme, l'inflation, au vu des indicateurs du quatrième trimestre, reste faible.

35. La croissance économique soutenue qu'ont connue les États-Unis en 1994 a été entraînée par les achats d'équipement des entreprises. En fait, les dépenses d'équipement ont connu jusqu'à présent, dans la phase d'expansion actuelle, une croissance plus rapide par rapport au PIB qu'au cours d'aucune des quatre phases ascendantes précédentes. La croissance rapide des investissements

a donné un coup de fouet à l'expansion des capacités manufacturières, et la productivité industrielle a connu une croissance annuelle d'environ 5 %. Avec l'essor soutenu des investissements d'entreprise et la poursuite probable de la progression des autres dépenses de consommation du fait de l'évolution favorable de l'emploi et du revenu et de l'expansion des exportations, on est fondé à penser que l'économie des États-Unis garde sa vigueur à l'orée de 1995, même s'il est prévu qu'elle connaisse un ralentissement au cours de l'année, d'une part parce que les dépenses conditionnées par les taux d'intérêt (logement) devraient se ralentir, et de l'autre parce que l'arriéré accumulé ces dernières années en matière d'achats de biens de consommation durable devrait finir par s'épuiser.

36. En Australie comme au Canada, malgré des taux d'intérêt élevés, le PIB devrait progresser d'environ 4 % en 1995, ce qui représenterait un léger ralentissement par rapport au rythme de 1994. Au Canada, ce sont les investissements des entreprises et les exportations qui devraient être les principaux moteurs de la croissance; en Australie, une croissance soutenue des dépenses de consommation et la reprise des investissements des entreprises. Le chômage continue à baisser dans l'un comme dans l'autre pays, l'inflation des prix à la consommation demeurant modeste.

37. L'économie japonaise a finalement amorcé sa reprise, mais lentement. Jusqu'à présent, l'activité économique a été soutenue par la consommation privée, la construction de logements et les dépenses publiques. Toutefois, malgré la révision récemment annoncée du programme décennal, il est probable que la croissance des investissements publics se ralentisse en 1995, et que le rythme de la construction de logements, actuellement très rapide, en fasse autant. Dans le même temps, les investissements des entreprises sont encore timides. Ils devraient toutefois augmenter un peu en 1995, après trois années consécutives de fléchissement. Pour ce qui est du secteur extérieur, la croissance des exportations sera soutenue par la forte expansion de la demande étrangère, mais l'essor des importations sera sans doute plus marqué que celui des exportations, le yen restant fort, et l'apport net du secteur extérieur à la croissance du PIB risque donc d'être négligeable, voire négatif. L'accroissement prévu de la consommation, dernière composante de la demande globale, ne suffira certainement pas à relancer d'autres secteurs de l'économie. Ainsi, on ne s'attend guère à ce que la reprise entraîne en 1995 une croissance du PIB bien supérieure à 2 %.

38. Les pays d'Europe occidentale sont actuellement tous en expansion, la reprise la plus forte étant celle du Royaume-Uni. Le moteur de l'expansion britannique a été ces deux dernières années les dépenses de consommation, mais actuellement ce sont de plus en plus les investissements et les exportations, comme c'est en gros le cas ailleurs, alors que la consommation se ralentit. La production totale du Royaume-Uni a connu en 1994 la croissance la plus rapide des six dernières années, alors que l'inflation est à son plus bas depuis 27 ans, et que l'économie devrait continuer à croître fortement en 1995. L'essor de l'économie a entraîné un progrès notable de l'emploi, et le taux de chômage devrait encore baisser en 1995 (voir à l'annexe, le tableau A.3).

39. Parmi les pays du continent européen, la reprise s'est confirmée plus tôt que prévu, grâce à une stimulation inattendue des exportations, alors que les

composantes intérieures de la demande, en particulier la consommation privée, marquaient le pas. Ce sont les exportations vers l'Europe orientale, les États-Unis, le Japon et d'autres pays d'Asie qui ont connu la croissance la plus rapide. À la fin de 1994, la composition de la croissance pourrait être, selon certains indices, en train de changer dans plusieurs pays. En Italie, à partir du deuxième trimestre 1994, c'est la demande intérieure qui, de plus en plus a été le moteur de la croissance, la confiance des consommateurs s'améliorant, ce qui a encouragé les entreprises à accumuler des stocks et à investir dans des machines nouvelles. De même, en France, la consommation privée s'est récemment redressée, tandis que les investissements des entreprises augmentent peu à peu. On prévoit que les investissements des entreprises y domineront la demande en 1995.

40. Pour ce qui est de l'Allemagne, la croissance économique de la partie occidentale du pays en 1994 a reposé par moitié à peu près sur les exportations. Elles continueront à stimuler l'économie en 1995, mais il est probable que la demande intérieure devienne une composante plus importante de la croissance. Les dépenses d'équipement des sociétés ont commencé à augmenter au quatrième trimestre de 1994, et devraient s'accélérer en 1995. Toutefois, étant donné le taux d'utilisation des équipements importants hérités de la période d'expansion de la fin des années 80, les investissements ne devraient augmenter que modérément. La consommation risque fort de demeurer stagnante, les impôts ayant été augmentés et les négociations collectives de 1995 ne devant aboutir, selon toute vraisemblance, qu'à des augmentations de salaire modérées. Globalement, on peut s'attendre à ce que la croissance allemande en 1995 continue à être entraînée par la reprise robuste dans les Länder (provinces) de l'Est, où l'on prévoit que la production continue à croître à un rythme de 8 % au moins.

Politiques économiques

41. La reprise s'étant maintenant confirmée, et les taux d'inflation ayant baissé de façon inhabituelle, les dirigeants des pays développés à économie de marché se préoccupent désormais de mettre de leur côté toutes les chances de connaître une période durable d'inflation faible combinée avec une nette croissance. Les politiques poursuivies ont donc pour principal objectif d'empêcher une reprise de l'inflation et, pour cela, d'agir sans attendre que les forces inflationnistes aient eu leurs effets. D'où un resserrement des politiques monétaires survenant bien avant qu'on ait vu une montée de l'inflation se marquer dans les indices habituels des prix. En conséquence, ces politiques, qui jusqu'à présent accompagnaient l'inflation, sont en transition, et les pays les plus en avance dans le cycle conjoncturel sont aussi ceux qui pratiquent le plus des politiques d'anticipation de l'inflation. En même temps, la plupart des pays s'efforcent de réduire le déficit structurel de leur budget.

42. En fait, depuis février 1994, le Federal Reserve Board des États-Unis s'est efforcé de ralentir l'accroissement de la dépense globale aux États-Unis. C'est ainsi que, de février à novembre 1994, le taux des fonds fédéraux (taux d'intérêt au jour le jour pratiqué par les banques qui se prêtent des fonds pour disposer des réserves réglementaires) a été relevé en plusieurs étapes de 3 % à 5,5 %, tandis que le taux d'escompte (taux des prêts de la Réserve fédérale aux

banques) a été relevé de 0,75 % pour passer à 4,75 %. Les banques commerciales ont suivi, et leur taux de base est passé de 6 % à 8,5 % pendant les mêmes neuf mois.

43. De toute évidence, il s'agissait là d'une mesure préventive, car l'indice des prix à la consommation aux États-Unis ne s'établissait en octobre 1994 qu'à 2,6 % de plus qu'un an auparavant. L'indice des prix à la production n'avait augmenté dans le même temps que de 1 %.

44. Malgré cela, on a des raisons de penser que les prix d'ensemble pourraient être sur le point d'augmenter plus rapidement en 1995. Le prix des produits de base industriels a par exemple enregistré des hausses du type de celles qui précèdent normalement une reprise de l'inflation. De plus, les prêts ont connu une expansion assez marquée, les créations d'emploi ont été rapides, et le taux d'utilisation de la capacité industrielle a dépassé celui du dernier pic conjoncturel.

45. Il est toutefois difficile de prévoir à partir de ces statistiques ce que sera l'inflation, car, comme on l'a déjà dit, la capacité de production est en nette amélioration, s'étant accrue de plus de 3 % en 1994, contre 1 % en 1991 à 1992 et 2 % environ en 1993. Si les entreprises continuent à investir au rythme actuel, il est probable que la capacité de production augmente d'environ 4,5 % en 1995. Dans le même temps, la hausse des coûts salariaux unitaires, qui représente, et de loin, la composante la plus importante du coût total, demeure modeste (malgré une reprise des augmentations de salaire), car la production par travailleur a fortement augmenté. Une des façons de mesurer l'accroissement de la productivité consiste à comparer la production par travailleurs d'un pic conjoncturel à l'autre : mesurée de cette manière, la progression de la productivité du travail a déjà dépassé l'accroissement enregistré lors des deux cycles conjoncturels précédents, alors que la phase ascendante actuelle n'est pas encore parvenue à son pic.

46. Malgré la hausse des taux d'intérêt, l'économie des États-Unis ne manifeste encore aucun symptôme de ralentissement. Il faut toutefois noter que jusqu'à la hausse des taux d'intérêt du 15 novembre 1994, le taux d'intérêt réel sur les fonds fédéraux était inférieur à la moyenne des trois décennies précédentes, qui avait été de 2 %. Autrement dit, ce n'est que maintenant que l'on commence à resserrer une politique monétaire qui avait été jusque-là relativement libérale. Étant donné qu'il faut six mois au moins pour que l'économie commence à ressentir les effets de la modification des taux d'intérêt, il est possible que ce ne soit qu'à l'avenir que l'on perçoive les conséquences des hausses de taux de cette année. Le plus épineux sera de piloter l'économie sans déclencher une phase de contraction, ce qui est particulièrement difficile car le Gouvernement fédéral cherche toujours activement à assainir son budget.

47. L'Australie et le Royaume-Uni ont eux aussi resserré à titre préventif leurs politiques monétaires. Depuis août 1994, la Reserve Bank d'Australie a relevé de 1,75 % son taux directeur. Le 12 septembre 1994, la Bank of England a, pour la première fois depuis octobre 1989, relevé son taux directeur de 0,5 % pour le porter à 5,75 %. Dans l'un comme l'autre pays, l'expansion est très nette, et il n'y a encore aucun véritable symptôme d'une reprise de l'inflation. Ces interventions pourraient bien, néanmoins, n'être que les

premières d'une série de mesures de resserrement monétaire au cours du cycle conjoncturel actuel. Au Canada, dans le même temps, la Banque du Canada a été obligée, devant les pressions à la baisse subies par le dollar canadien, à cause du resserrement des politiques monétaires des États-Unis et des préoccupations des investisseurs devant la dette extérieure et les déficits budgétaires, de relever notamment les taux d'intérêt à court terme, bien que l'inflation demeure négligeable.

48. Au Japon, un accroissement des dépenses publiques, des dégrèvements fiscaux et une politique monétaire expansionniste semblent avoir soutenu l'économie durant les phases les plus critiques de la récession. La reprise étant maintenant établie, il n'y aura sans doute plus de mesures de stimulation fiscale notables et l'on n'attend pas d'initiative nouvelle au cours de l'année qui s'ouvre, sinon que les réductions d'impôts antérieures ont été prorogées pour deux ans. Parallèlement, la Banque du Japon a laissé les taux d'intérêt à court terme augmenter graduellement, et il est probable que cette tendance, entamée en juillet 1994, se poursuive. Le problème, pour les autorités monétaires, est d'éviter de faire capoter une reprise fragile et inégale, sans pour autant laisser le crédit se gonfler au point d'entraîner une nouvelle flambée spéculative des prix des actifs, comme cela avait été le cas durant les années 80.

49. Dans les pays continentaux d'Europe, le redressement a sonné le glas des politiques d'assouplissement monétaire. En France, en Allemagne et dans les petits pays dont la politique monétaire est l'écho de celle de l'Allemagne, on n'attend pas de nouvelles modifications des politiques monétaires pendant un certain temps. En revanche, dans les pays où le taux de change a fortement baissé (en particulier en Espagne, en Italie et en Suède), des pressions inflationnistes semblent bien se préciser à mesure que l'expansion se confirme; les devises de ces pays ont continué à s'effriter, et le rendement des obligations a monté en flèche. De ce fait, il faudrait peut être une intervention rapide pour que ces pays puissent soutenir la reprise par des politiques plus nuancées en 1995. Et de fait, la Riksbank suédoise et la Banque d'Italie ont déjà dû augmenter leurs taux directeurs.

50. Le redressement économique des pays développés à économie de marché a eu lieu malgré la remise en ordre du budget de l'État à laquelle ils procèdent en général. Ce sont l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni qui ont marqué le plus cette tendance en 1994. Un resserrement plus modeste s'est produit aux États-Unis et dans les petits pays continentaux d'Europe. En 1995, bien des pays d'Europe, notamment l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni, de même que le Canada, prévoient un nouveau coup de frein marqué. Pris dans leur ensemble, ces plans signifient que les politiques budgétaires exerceront sur la remontée économique un effet de frein beaucoup plus marqué que ce n'était le cas au même stade de la reprise au début des années 80. L'expansion actuelle risque donc d'être plus lente, mais pourrait aussi durer plus longtemps que lors du cycle conjoncturel précédent.

B. Pays à économie en transition

51. Si l'on considère les progrès réalisés dans la mise en place des économies de marché, les pays à économie en transition d'Europe et d'Asie centrale se

/...

divisent en deux grands groupes. Le premier comprend les "réformateurs rapides" (essentiellement la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et, dans une moindre mesure, les trois pays baltes et la Fédération de Russie), où, pour l'essentiel, les changements institutionnels qui sont au coeur du processus de transition sont déjà en place. Le second est composé de pays qui, tout en s'étant fixé comme objectif l'instauration d'une économie de marché, n'ont pas encore adopté de réforme globale. L'activité économique de la plupart d'entre eux devrait encore nettement se contracter.

52. Les réformes n'ont certes entraîné une amélioration immédiate des résultats économiques dans aucun pays; cependant, il n'en demeure pas moins que, jusqu'à présent, les pays qui hésitent à les appliquer n'ont fait que remettre à plus tard les coûts économiques et sociaux des mesures qu'ils doivent prendre. À cet égard, le cas de la Roumanie qui n'a pas pu maintenir le taux de croissance du PIB de 1 % enregistré en 1993 est un exemple frappant (voir tableau A.5 en annexe). À court terme, il est possible de doper l'activité économique sans introduire les institutions sur lesquelles repose une économie de marché. Toutefois, si la restructuration n'est pas assez profonde, si elle ne descend pas, en particulier, jusqu'aux entreprises elles-mêmes, la reprise capotera du fait de la formation incomplète du marché. De ce point de vue, les réformes radicales entreprises en Ukraine en octobre 1994 constituent sans doute l'événement marquant de l'année.

53. Un certain nombre de signes encourageants peuvent être dégagés des résultats économiques récents du groupe des réformateurs rapides. Dans bon nombre de ces pays, où la contraction s'est arrêtée pour faire place à une reprise, en 1994, selon les estimations, le PIB de la Pologne a augmenté de plus de 4 % et celui de la Hongrie de 2,5 %. De même, et pour la première fois depuis 1989, la République tchèque a enregistré une augmentation importante de sa production, estimée à 2,3 %, et la croissance de l'économie slovaque semble avoir dépassé 1 %. En 1994, le volume de production a également progressé en Estonie et en Lituanie, pour la première fois depuis le début du processus de transition, et il aurait aussi augmenté en Arménie où il était, il est vrai, extrêmement bas.

54. Dans les autres pays qui se sont lancés sans tarder dans des réformes, le fléchissement de l'économie s'est atténué et certains d'entre eux devraient se redresser en 1995 ou 1996. Il est extrêmement difficile d'évaluer l'état de l'économie dans la Fédération de Russie. D'une part, les nombreuses données reçues indiquent toujours que le repli dramatique de la production observé ces dernières années se poursuit. En 1994, le PIB officiel devrait accuser une chute de 15 %, tandis que la production industrielle se serait amenuisée encore plus rapidement. D'autre part, et bien qu'elles deviennent plus détaillées et soient fournies avec moins de retard, les statistiques officielles sont souvent nettement en contradiction avec certains indicateurs (revenu réel, prix des biens d'équipement, production d'électricité entre autres) suggérant qu'une relance de l'activité économique a déjà commencé. Bien que le problème de la concordance des données ne soit ni nouveau ni unique, actuellement son ampleur est telle dans la Fédération de Russie que les analystes ont beaucoup de mal à déterminer l'évolution de la situation économique dans le pays (à cet égard, la Fédération de Russie ne constitue nullement un cas isolé).

55. L'activité économique non comptabilisée est une source de difficultés de plus en plus grande lorsqu'il s'agit d'interpréter les données statistiques de bon nombre de ces pays. Bien que ce phénomène existe dans la plupart des économies, dans ce groupe de pays, en particulier dans la Fédération de Russie et en Ukraine, on estime qu'il est d'une ampleur sans précédent. Des observateurs travaillant pour des organismes privés et publics considèrent, en se fondant sur des données d'enquêtes, que "l'économie parallèle" représente de 40 % à 50 % du PIB officiel dans la Fédération de Russie et en Ukraine. L'Estonie estime que l'activité économique non comptabilisée représente 20 % environ du PIB évalué.

56. Aucune de ces informations ne donne une image prometteuse de la situation qui prévaut actuellement dans la Fédération de Russie et dans d'autres économies en transition. Les coûts économiques et sociaux des réformes sont évidents. Le chômage, la criminalité, l'insuffisance des services de santé et de sécurité sociale ainsi qu'une multitude de problèmes connexes demeurent des sujets de préoccupation essentiels pour les dirigeants.

57. Toutefois, dans ces pays, l'un après l'autre, le creux de la vague semble avoir été dépassé et l'augmentation de la production paraît se confirmer. Grâce au développement de leurs exportations vers les pays d'Europe à économie de marché, qui sont maintenant en pleine relance, dans l'ensemble des pays d'Europe orientale, la croissance devrait atteindre 3,5 % en 1995, année où, pour la troisième fois consécutive, la production et le revenu devraient augmenter, celle également où cette augmentation devrait être la plus forte. En outre, pour la première fois, les économies des pays baltes devraient croître en 1995. Ces pays qui ont été les premiers à lancer, ensemble, le processus de transition, ont aussi été les premiers à enregistrer des gains de production importants.

58. Certains des pays où les réformes ont été engagées le plus vite ont également fait les progrès les plus importants dans la lutte contre l'inflation galopante engendrée par la mise en oeuvre du processus de transition. La République tchèque sera le premier pays à ramener son taux annuel d'inflation en dessous de 10 %, mais ce pas avant 1995. L'augmentation des prix à la consommation devrait être de 11,5 % en 1994 et de 7,75 % en 1995 (après avoir atteint près de 21 % en 1993). Cette amélioration est due pour une large part à la politique budgétaire rigoureuse suivie par les pouvoirs publics.

59. La Hongrie a eu plus de mal à juguler l'inflation. On estime que les prix à la consommation y ont augmenté de 19 % environ en 1994, mais qu'en 1995 ils devraient croître un peu plus rapidement à nouveau (de 22 % environ). La Hongrie n'est pas parvenue à diminuer l'inflation essentiellement en raison des difficultés que soulève la réduction du déficit budgétaire.

60. L'inflation devrait continuer de baisser en Pologne, tout en restant cependant relativement élevée : l'indice implicite des prix à la consommation, qui a augmenté de 25 % environ en 1994, devrait croître de 18 % en 1995. Dans les autres pays d'Europe orientale, l'indice des prix à la consommation est beaucoup plus élevé : 72 % et 58 % en 1994 et en 1995, respectivement, en Bulgarie, et 108 % (1994) et 66 % (1995) en Roumanie. Bien qu'elle soit inférieure au niveau de 1993, l'inflation demeure très élevée dans les États

successeurs de l'Union soviétique. Ainsi, on estime qu'en 1994, les prix à la consommation ont augmenté de 840 % en Ukraine et de 280 % dans la Fédération de Russie.

61. Il va de soi que la réduction de l'inflation est une tâche hautement prioritaire. Toutefois, dans les économies en transition, la capacité de lutter effectivement contre l'inflation a acquis une dimension à la fois symbolique et technique. On associe habituellement des taux d'inflation très élevés à des déficits budgétaires exorbitants, financés par la création monétaire. En règle générale, les programmes d'austérité budgétaire se heurtent à des interventions politiques internes visant à ne pas rogner les dépenses et à ne pas non plus alourdir la charge fiscale. Si les autorités monétaires resserrent le crédit mais que le déficit budgétaire n'est pas maîtrisé, celui-ci doit être financé par des émissions d'obligations et autres aux dépens du secteur privé, ou bien par des emprunts à l'étranger. Cette solution ne peut être que temporaire, en particulier dans la mesure où elle est largement perçue comme une tentative de masquer le problème persistant du déficit budgétaire. Rechercher une solution à ce problème revient en général à prendre des décisions difficiles au niveau national concernant l'orientation de la transition. À cet égard, l'assainissement des finances publiques mené dans le cadre de la lutte contre l'inflation peut accroître la confiance des investisseurs et accélérer la transition.

C. Économies des pays en développement

62. En 1994, les pays en développement, en tant que groupe, ont enregistré, pour la troisième année consécutive, un taux de croissance de près de 5 %, qui, selon les prévisions, devrait s'accélérer plus encore en 1995, même si celui de la Chine, qui compte pour un cinquième environ du PIB du groupe, devrait quelque peu ralentir. Une modeste accélération de la reprise en Amérique latine et en Asie du Sud et de l'Est constitue la principale cause de cette croissance (voir tableau 6 en annexe). Bien que l'on s'attende à ce que le taux de croissance augmente également dans l'ensemble de l'Afrique, un bon nombre de pays africains ne sont pas encore parvenus à développer leur économie au rythme d'accroissement de leur population.

63. Les importants capitaux privés étrangers qui ont été investis ces dernières années en Amérique latine et en Asie ont quelque peu diminué en 1994 et devraient continuer de baisser en 1995. Toutefois, le taux de formation de capital devrait continuer de croître grâce à la poursuite de l'augmentation de la production, à la libéralisation et à de nouveaux débouchés. On prévoit également une nette augmentation des importations, qui s'explique par le fait que les recettes en devises étrangères continueront de bénéficier de la fermeté des prix des matières premières et de la croissance du volume des exportations. Ce phénomène contribuera au développement des exportations et donc à celui de la production des pays industrialisés⁷.

1. Amérique latine et Caraïbes

64. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'année 1994 a été caractérisée par une croissance économique modérée, un ralentissement de l'inflation et la progression des importants déficits externes financés par des apports de

capitaux très substantiels. En 1995, la croissance devrait se renforcer, grâce à l'intensification de la reprise au Mexique et une nouvelle accélération de la croissance au Chili.

65. Grâce à un environnement externe relativement favorable, la production totale a augmenté de 3,3 % en 1994, et de près de 1,5 % par habitant. Ce rythme, enregistré au cours des quatre dernières années, représente une amélioration considérable par rapport aux années 80 où la production par habitant avait chuté. Bien que la croissance du PIB au Pérou se soit accélérée pour atteindre 9 % et que le Venezuela ait enregistré une baisse importante de sa production, dans plusieurs autres pays (notamment l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili et la Colombie), la croissance semble avoir atteint une vitesse de croisière de 4-5 % par an.

66. Dans les Caraïbes, Cuba et Haïti connaissent une situation économique critique. En 1994, l'économie cubaine a enregistré une contraction estimée à 5 %, le niveau de sa production atteignant la moitié environ de celui de 1989, et une nouvelle baisse est possible en 1995. En revanche, la levée récente de l'embargo économique contre Haïti et l'aide qui lui a été à nouveau fournie ont amélioré les perspectives économiques de ce pays pour 1995.

67. À quelques exceptions près, notamment au Venezuela, le taux d'inflation en Amérique latine a continué de baisser. Pour que l'inflation continue de baisser, le succès initial du plan de stabilisation mis en place au Brésil, où l'inflation est tombée de 50 % par mois, en juin 1994, à 1 à 3 % depuis, doit se confirmer. Pour que le "plan Real" continue d'être efficace, des mesures supplémentaires et une réforme fiscale sont nécessaires afin d'empêcher le retour au système d'indexation automatique.

68. L'environnement économique de la région étant globalement plus prometteur, une reprise des investissements se fait sentir. Toutefois, les ressources du secteur public demeurent assez limitées, et le retard accumulé par les équipements et services publics, négligés dans les années 80, est encore assez important. La région continue d'attirer d'abondants capitaux qui contribuent à financer les investissements. Toutefois, les placements obligataires ont nettement diminué en raison de l'augmentation des taux d'intérêt au niveau international, de la situation politique au Mexique et de la crise du système bancaire et du marché des devises au Venezuela. Cependant, cette baisse a été partiellement compensée par un accroissement des apports d'autres types de capitaux à long terme, notamment des investissements étrangers directs (en particulier au Mexique et au Pérou, où ils ont été stimulés par la privatisation de plusieurs entreprises) et des prises de participation au Brésil, au Chili et en Colombie, entre autres.

69. Les exportateurs de produits de base, en particulier au Brésil, au Chili, au Pérou et en Uruguay, ont bénéficié de l'augmentation des prix de ces produits sur les marchés internationaux. Toutefois, les importations continuant de croître beaucoup plus vite que les exportations, le déficit commercial de l'Amérique latine s'est accru, obligeant à puiser dans les réserves pour assurer certains financements, en particulier au Mexique (cependant, dans d'autres pays,

les réserves ont continué d'augmenter). Le commerce intrarégional, en particulier dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR), est demeuré l'élément moteur des échanges dans la région.

2. Afrique

70. La croissance économique a repris en Afrique en 1994, atteignant son plus haut niveau en cinq ans. C'est également la première fois en cinq ans que la production par tête n'a pas notablement baissé (on estime que la population a augmenté de 2,8 % et la production de 2,6 %). Cependant, en Afrique subsaharienne, le PIB par habitant a effectivement diminué⁸.

71. Cette croissance économique plus forte est due essentiellement à un accroissement de la production agricole et à une augmentation de la demande extérieure de produits africains, en particulier dans les pays développés à économie de marché qui sont en pleine reprise. Les entrées de devises – et par conséquent la capacité d'importer – ont bénéficié non seulement du plus grand volume des exportations, mais également de l'amélioration des prix des matières premières non pétrolières. Certains pays n'ont cependant pas pu tirer parti de l'augmentation des prix. Par exemple, le doublement des cours du café entre avril et juillet 1994 n'a pas aidé les pays qui avaient vendu leur récolte à terme ou ceux dont les stocks étaient épuisés.

72. Selon les estimations, la production totale de céréales en Afrique a augmenté de 8 % en 1994. Au Maroc, la fin de la sécheresse qui durait depuis deux ans a contribué à accroître le PIB de 10 % environ. De même, le niveau des précipitations au Kenya s'est amélioré par rapport aux années précédentes. Toutefois, des pluies insuffisantes ou irrégulières ont réduit la production agricole dans certains pays, par exemple en Algérie, au Malawi, en Tunisie et dans ceux de la corne de l'Afrique. Si l'on excepte les pays en guerre, les perspectives de l'agriculture pour 1995 sont généralement bonnes.

73. Dans huit pays d'Afrique, l'activité économique a été bouleversée en 1994 par une multitude de troubles civils, dont la guerre civile et les terribles massacres au Rwanda ne constituent qu'un exemple extrême. Au Nigéria, les incertitudes politiques et les grèves, ainsi que le manque de devises, intensifié par ces facteurs, ont continué de perturber l'activité économique. En Afrique du Sud, les conflits du travail, les incertitudes et le nombre exceptionnel de jours chômés du fait de la première élection démocratique tenue en avril 1994, ont contribué à bloquer temporairement la reprise économique, qui s'est toutefois confirmée dans la seconde moitié de 1994.

74. En effet, grâce à la conclusion récente d'un accord de paix en Angola et aux élections menées à bien au Mozambique et en Afrique du Sud, l'Afrique australe devrait commencer la nouvelle année (1995) sans conflit majeur, pour la première fois depuis le début des années 60. De ce fait, la reconstruction, le développement, les réformes économiques et la coopération régionale prennent une importance accrue pour les dirigeants de la région. Dans d'autres pays également (par exemple au Gabon, en Guinée-Bissau, à Madagascar et au Togo), à la suite des processus de transition politique, les réformes économiques retiennent davantage l'attention.

75. Ces réformes se sont solidement mises en place dans plusieurs pays en 1994. Ainsi, les marchés des changes ont été libéralisés au Kenya, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, en Tunisie et au Zimbabwe. La dévaluation du franc CFA (Communauté financière africaine) en janvier 1994, ainsi que l'aide financière internationale qui l'a accompagnée, ont donné lieu à de nouvelles réformes du budget et du secteur public dans la zone franc. Les recettes fiscales et douanières ont également augmenté, quoique dans des proportions dérisoires dans certains cas. La vague de grèves et de manifestations qui a immédiatement suivi la dévaluation s'est rapidement affaiblie dans presque tous les pays. Les exportations et les échanges intrarégionaux ont commencé de réagir aux nouvelles mesures d'incitation ainsi qu'au relèvement des prix des produits de base sur les marchés internationaux. Par ailleurs, les capitaux étrangers semblent également revenir vers certains pays. L'inflation intérieure s'est d'abord accélérée, en réaction à la dévaluation, avant de diminuer. Dans presque tous les pays de la zone CFA, le taux annuel d'inflation a été limité, pour se situer entre 20 et 40 %.

3. Asie du Sud et de l'Est

76. En Asie du Sud et de l'Est, la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 6,4 % en 1994, marquant ainsi un retour aux niveaux de la fin des années 80 (voir annexe, tableau A.6). Cette augmentation témoigne du dynamisme économique de la région où la République de Corée et les Philippines ont connu une forte reprise et les économies de Singapour, du Viet Nam et de la deuxième génération de pays nouvellement industrialisés (Indonésie, Malaisie et Thaïlande) une croissance toujours rapide. Hong-kong et Taiwan, province de Chine, ont également connu une expansion soutenue et l'économie indienne s'est renforcée durant l'année écoulée.

77. Les perspectives pour 1995 se présentent comme suit : la croissance économique devrait s'accélérer et passer à 6 3/4 %. La deuxième génération de pays nouvellement industrialisés tels que l'Inde, les Philippines et le Viet Nam devrait enregistrer des taux de croissance supérieurs à ceux de 1994. En revanche, dans la plupart des NEI de la première génération (Hong-kong, République de Corée et Singapour, à l'exception de Taiwan, province de Chine, on s'attend à un ralentissement de la croissance.

78. Les facteurs qui devraient contribuer à cette robustesse de l'économie – vigueur des exportations, taux de consommation publique élevé et importance des investissements publics et privés – sont les mêmes qu'en 1994. Dans les pays industrialisés, les marchés traditionnels d'exportation continueront de s'élargir tandis que les échanges commerciaux intrarégionaux iront en se développant. À moins de connaître un fort ralentissement économique, la Chine devrait également demeurer une importante source de demande pour les exportations en provenance des pays de la région. L'accroissement de la demande d'exportations et l'afflux d'investissements directs étrangers facilités par la récente appréciation du yen devraient se poursuivre. La restructuration en cours dans les pays nouvellement industrialisés aidera au maintien des niveaux d'investissements et de la compétitivité des exportations.

79. La forte croissance du PIB devrait se traduire par une aggravation de l'inflation, et c'est là un sujet de préoccupation majeur pour la plupart des

gouvernements de la région. Les pressions inflationnistes qui se sont fait sentir en 1994 ont été aggravées par les conséquences monétaires internes de l'afflux de capitaux. Certains pays tels que ceux appartenant à la deuxième génération de pays nouvellement industrialisés ont rendu plus restrictive leur politique monétaire, mais ont été gênés dans leurs efforts par des taux d'intérêt déjà élevés et par la nécessité d'éviter une trop forte appréciation de leur monnaie qui aurait nui à la compétitivité de leurs exportations. Les autorités indiennes, malaisiennes et thaïlandaises sont même allées jusqu'à intervenir directement pour limiter l'afflux de capitaux. Cependant, le fait que les taux d'intérêt augmentent un peu partout dans le monde devrait rendre la région moins attrayante pour les gérants de portefeuilles étrangers et limiter l'afflux de capitaux, ce qui devrait faciliter le resserrement du crédit et, partant, la lutte contre l'inflation. Certains pays qui, à l'instar de l'Inde, connaissent de graves déséquilibres budgétaires cherchent à rendre plus rigoureuse leur politique fiscale pour juguler ainsi l'inflation.

80. Les efforts de réforme et de libéralisation économique devraient s'intensifier dans l'ensemble de la région, encore que leur rythme puisse varier d'un pays à l'autre. La plupart des gouvernements continueront de suivre des politiques de libéralisation des échanges ainsi que de déréglementation et de développement du secteur financier. Dans une bonne partie des pays de la région, on peut s'attendre à une accélération des privatisations et à un assouplissement des restrictions qui frappent les investissements étrangers.

4. Chine

81. En Chine, pays où depuis trois ans les taux de croissance économique ont toujours été supérieurs à 10 %, les autorités cherchent en priorité à freiner la montée de l'inflation et à permettre un ralentissement maîtrisé de l'économie, c'est-à-dire à ramener l'inflation à des niveaux suffisamment bas sans que cela n'entraîne un trop fort ralentissement de la croissance ou ne débouche sur une récession. Toutefois, comme le taux d'inflation annuel pour 1994 a été supérieur à 20 % et que la croissance du PIB n'a que très légèrement ralenti, on est encore loin d'avoir atteint un tel objectif. Pour l'année en cours, le taux de croissance du PIB est estimé à 11,5 % et celui de la production industrielle à environ 17 %. Le montant des investissements est également demeuré élevé. L'état de la balance commerciale, qui de fortement déficitaire est devenue légèrement excédentaire, s'est nettement amélioré au cours de l'année écoulée. Le montant des exportations devrait atteindre 120 milliards de dollars, soit 30 % de plus qu'en 1993, tandis que les importations devraient augmenter de 15 %.

82. Le fait qu'en 1994 l'inflation ait atteint son niveau le plus élevé depuis 1989 est considéré par beaucoup comme une grave mise en garde. Outre les pressions inflationnistes imputables à la forte augmentation des dépenses, les augmentations de salaire accordées aux salariés des entreprises publiques ont entraîné, durant les neuf premiers mois de l'année, un accroissement de 82 % de la masse des salaires versés aux travailleurs des villes. En outre, pour stimuler la production, les prix d'achat officiels des produits agricoles ont été relevés. Conjuguées à des conditions météorologiques défavorables, ces mesures ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et, partant, provoqué une augmentation de plus de 25 % de l'indice du coût de la vie dans les villes.

83. Un autre facteur qui, en 1994, a contribué pour beaucoup à la montée de l'inflation a été le gonflement de la masse monétaire, qui, entre janvier et octobre 1994, a augmenté de 37 % par rapport à la même période en 1993. Ce phénomène tient pour une bonne part au fait que les banques ont dû financer les entreprises publiques déficitaires, qui placent les autorités chinoises devant un douloureux dilemme. En effet, il est devenu urgent de faire de ces entreprises des unités de production compétitives, dignes de la nouvelle économie de marché socialiste. D'un autre côté, les problèmes de chômage que ces transformations risquent de créer de même que les conséquences sociales qui devraient inévitablement en résulter, du moins à court terme, semblent inciter les responsables chinois à pratiquer une politique d'alternance de freinage et de relance.

84. Il reste maintenant à savoir si, en 1995, l'économie chinoise réussira un nouveau ralentissement maîtrisé. Le ralentissement de la production intervenu en 1994 tend à indiquer que l'on s'engage sur cette voie, mais vu la réapparition de taux d'inflation élevés, il y a de fortes chances pour que l'adoption d'une politique monétaire et de mesures administratives draconiennes devienne nécessaire. Dans l'hypothèse où le Gouvernement chinois parviendrait à enrayer l'inflation au cours du dernier trimestre de 1994, on peut s'attendre, pour 1995, à un taux de croissance de 10 % – scénario bien plus plausible que celui d'un arrêt brutal qui s'accompagnerait d'un fort ralentissement de la croissance.

5. Asie occidentale et pays méditerranéens

85. En Asie occidentale, on estime que la production a baissé d'environ 1,6 % en 1994, diminution qui contraste de manière saisissante avec la croissance relativement forte de ces deux dernières années (voir annexe, tableau A.6). La production et le revenu réel d'une bonne partie des pays exportateurs de pétrole ont chuté tandis que ceux des pays importateurs de pétrole ont augmenté. Pour 1995, on s'attend à ce qu'un léger mouvement de reprise s'amorce dans la région. Dans le bassin méditerranéen, la Turquie, dont la production avait fortement chuté en 1994, devrait aussi connaître un léger redressement économique en 1995. Dans la plupart des États successeurs de l'ex-Yougoslavie, les perspectives de développement économique demeurent compromises par le conflit de Bosnie-Herzégovine et les sanctions économiques qui en découlent.

86. En Asie occidentale, la baisse des prix du pétrole et la diminution correspondante des recettes d'exportation et des recettes budgétaires enregistrées dans la plupart des pays exportateurs de pétrole ont, conjuguées à l'instabilité politique qui règne au Yémen et au maintien des sanctions économiques décrétées contre l'Iraq, entraîné une contraction du PIB. Dans les pays exportateurs de pétrole, le PIB a chuté tandis que les activités non pétrolières du secteur privé se développaient. En revanche, tous les pays importateurs de pétrole ont connu une croissance économique relativement forte, tendance qui devrait se maintenir en 1995. Durant cette même année, les pays exportateurs de pétrole devraient amorcer un léger redressement économique, une fois qu'ils seront passés par les phases de contraction initiales des programmes d'ajustement économique et à mesure que les prix du pétrole se raffermiront.

87. En 1994, la faiblesse des prix du pétrole a aggravé les difficultés financières que connaissaient la plupart des pays exportateurs de pétrole et, en dépit d'importantes compressions des dépenses publiques, alourdi leur déficit budgétaire et leur déficit des opérations courantes. Soucieux de réduire ces déficits, certains gouvernements ont dû annuler des nouveaux projets et, parfois même, retarder certains versements dus au titre de contrats. En Arabie saoudite, les mesures d'austérité fiscale ont contribué au ralentissement de 3 % de l'activité économique intervenu en 1994, la dernière baisse du PIB remontant au milieu des années 80. À entendre les récentes déclarations officielles et à voir les mesures qui viennent d'être prises, les chances de voir les autorités saoudiennes réaliser des réformes structurelles qui permettent de réduire les dépenses publiques, de renforcer le rôle du secteur privé et de libéraliser les échanges et les investissements se sont considérablement accrues. En République islamique d'Iran, la baisse du volume des exportations pétrolières, qui s'est accompagnée d'une diminution des prix du pétrole, a entraîné une réduction des recettes de devises qui s'est traduite par une compression des dépenses publiques et des investissements publics et privés. Il en a résulté une contraction d'environ 4 % de l'économie iranienne.

88. Dans les pays d'Asie occidentale importateurs de pétrole, les nouveaux espoirs de paix ont stimulé l'activité économique. Israël a connu une croissance économique de 6 % qui a été alimentée par l'essor du secteur privé, la forte croissance de la demande interne et l'expansion des exportations. En Jordanie, où le PIB a augmenté de 5,5 %, l'activité économique a été très forte et cette tendance devrait s'accroître en 1995, à la faveur de réformes économiques soutenues. Au Liban, l'effort de reconstruction a permis d'atteindre un taux de croissance de 8,5 % qui devrait encore augmenter en 1995 à moins que l'inflation galopante et l'alourdissement de la dette publique ne viennent freiner la reprise.

89. D'une manière générale, si les taux d'inflation sont demeurés inférieurs à 5 % dans les pays du Conseil de coopération du Golfe tout en restant modestes en Israël, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, ils ont par contre été relativement élevés en Iraq, en République islamique d'Iran ainsi qu'au Yémen.

90. En Turquie, la croissance du PNB devrait être modeste et atteindre 2,8 % en 1995, après avoir accusé en 1994 une baisse estimée à 5 %, consécutive à l'adoption, en avril de la même année, d'un programme d'austérité et d'une politique de resserrement monétaire qui avaient provoqué une flambée des taux d'intérêt (40 % par an en termes réels). Ces mesures avaient été adoptées après la crise du marché des changes survenue en janvier 1994 et la dévaluation consécutive de la livre turque. Bien que les taux de change se soient stabilisés depuis, le taux d'inflation annuel a été de l'ordre de 110 % en 1994, chiffre répercutant en partie les augmentations brutales d'impôts et de prix réglementés survenues durant l'année. En fait, le problème économique majeur auquel la Turquie a eu à faire face tout au long de l'année 1994 a été le très fort déficit de son secteur public. Les premières mesures de réforme du système fiscal qui ont été adoptées ont abouti à une augmentation des recettes publiques, et une étape décisive a été franchie lorsque le Parlement turc a adopté, en novembre dernier, une loi-cadre sur la privatisation, qui devrait permettre de privatiser plus d'une centaine d'entreprises publiques.

91. Les différents qualificatifs que l'on peut utiliser pour caractériser la situation économique qui règne dans les États successeurs de l'ex-Yougoslavie vont de "désespérante" à "tout à fait encourageante". En effet, on a d'un côté le cas gravissime de la Bosnie-Herzégovine auquel aucun indicateur économique classique ne peut s'appliquer, et à l'autre extrême, le cas de la Slovénie où la croissance du PIB a été de 4 % en 1994 et devrait passer à 5 % en 1995. Ce pays est le seul État successeur de l'ex-Yougoslavie qui ait considérablement progressé sur la voie de l'économie de marché. Bien que le processus de privatisation y avance lentement, la confiance des investisseurs paraît grande. Alors que ses échanges avec la Croatie et le reste de l'ex-Yougoslavie ont continué de se contracter en 1994, ses exportations en direction des pays de l'Union européenne (UE) et de l'Autriche ont beaucoup augmenté. Elle bénéficie, en vertu d'un accord de coopération passé avec l'UE, d'un régime d'admission en franchise pour la plupart des produits industriels qu'elle exporte dans les pays de l'Union. En 1994, elle a également conclu des accords de libre-échange avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie.

Notes

¹ Comme le montre le tableau, l'application, au calcul des taux de croissance, des parités de pouvoir d'achat plutôt que des taux de change ne modifie pas le tableau d'ensemble, celui d'une large reprise.

² Les données qui proviennent de certains des plus grands pays à économie en transition présentent de telles incohérences que la reprise de la production, pour l'ensemble de ce groupe, a peut-être déjà commencé sans que les données officielles ne l'indiquent, en raison de la place importante et grandissante des activités économiques qui ne sont pas correctement appréhendées par ces données. De façon générale, les données macro-économiques relatives à plusieurs pays à économie en transition sont considérées comme très peu fiables et doivent être interprétées avec la plus grande prudence.

³ Les observateurs, sur la foi de leurs projections, sont assez généralement d'accord sur l'idée que le risque d'inflation dans les sept pays les plus industrialisés est faible en 1995. Sur les 153 projections de la hausse des prix à la consommation, dans l'un ou l'autre des sept pays concernés, seules deux prévoient une hausse des prix de 4,5 % ou plus (l'une concerne l'Italie et l'autre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). La projection la plus basse concerne les prix à la consommation au Japon, avec une baisse de ceux-ci de 0,3 % (voir Consensus Forecasts, Londres, 14 novembre 1994).

⁴ On entend ici par nouvelles économies industrielles (NEI) les quatre économies initialement désignées par cette appellation (Hong-kong, République de Corée, Singapour et province chinoise de Taiwan), plus l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.

⁵ Même si le taux de croissance du PIB par habitant était aussi important dans ces régions que dans les NEI, il faudrait que cette croissance se poursuive, dans certains cas pendant plusieurs dizaines d'années, pour que la situation de l'emploi s'améliore réellement de façon définitive. La Chine, par exemple, connaît un chômage grave, alors que son PIB par habitant a augmenté en moyenne de près de 8 % pendant 15 ans. Le chômage massif a longtemps été masqué par l'excédent de main-d'oeuvre employée dans l'agriculture et les grandes entreprises urbaines d'État, mais est devenu plus manifeste avec les migrations massives de l'intérieur du pays vers les régions urbaines côtières. Le secteur non étatique des régions urbaines est extrêmement dynamique, mais est encore limité en Chine et sa capacité à créer des emplois reste réduite par rapport aux besoins, qui seraient encore plus grands si le secteur des entreprises d'État fortement subventionnées était amené à se défaire d'importants effectifs excédentaires pour répondre au souci d'assainir le budget de l'État en limitant l'effet inflationniste des subventions.

⁶ Pour plus de détails sur la situation de l'emploi et les politiques mises en oeuvre à cet égard dans les économies des pays développés, en développement et en transition, voir La situation économique et sociale dans le monde, 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.II.C.1), chap. VI.

⁷ Ces dernières années, la croissance des importations des pays en développement a déjà donné une impulsion importante aux économies des pays développés. Grâce à elle, les exportations des pays industrialisés ont augmenté de près de 150 milliards de dollars au cours des trois premières années des années 90 (Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU), Bulletin mensuel de statistique, juin 1994.

⁸ Dans le groupe des pays subsahariens (voir le tableau A.6, en annexe), la population a augmenté de 3 % (ce qui signifie que le PIB par habitant a baissé de près de 1 %, car la croissance de la production est estimée à 2,2 %). En Afrique du Sud, le PIB a augmenté presque aussi vite que la population (2 % contre 2,3 %), alors qu'au Nigéria le PIB par habitant a diminué de plus de 1 %.

Annexe

TABLEAUX

Tableau A.1

Pays développés à économie de marché : taux de croissance du PIB réel, 1984-1995^a
 (Variation annuelle en pourcentage)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^b	1995 ^c
Ensemble des pays développés à économie de marché	4,3	3,4	2,8	3,3	4,5	3,3	2,5	♦ 0,8	1,5	1,1	2,6	2 ¾
Principaux pays industrialisés	4,5	3,4	2,9	3,3	4,6	3,3	2,5	♦ 0,9	1,6	1,2	2,6	2 ¾
Allemagne	2,8	1,9	2,2	1,4	3,7	3,3	4,7	♦ 1,2	2,1	-1,2	2,4	3
Canada	6,3	4,8	3,3	4,3	4,9	2,5	-0,2	-2,2	1,0	3,1	4,3	3 ¾
États-Unis	6,2	3,2	2,9	3,1	3,9	2,5	1,2	-0,6	2,3	3,1	3,8	2 ¾
France	1,3	1,9	2,5	2,3	4,5	4,3	2,5	0,8	1,2	-1,0	2,1	3 ¾
Italie	2,7	2,6	2,9	3,1	4,1	2,9	2,1	1,3	0,9	-0,7	2,1	2 ¾
Japon	4,3	5,0	2,6	4,1	6,2	4,7	4,8	4,3	1,1	0,1	0,6	2
Royaume-Uni	2,3	3,8	4,3	4,8	5,0	2,2	0,4	-2,0	-0,5	2,1	3,5	3
Autres pays industrialisés	3,3	3,0	2,5	3,3	3,5	3,8	2,6	0,6	0,9	0,2	2,7	3
Pour mémoire												
Europe occidentale	2,4	2,6	2,8	2,8	4,0	3,4	2,7	♦ 0,6	1,0	-0,4	2,4	3
Union européenne	2,3	2,5	2,8	2,9	4,2	3,4	2,8	♦ 0,8	1,1	-0,4	2,4	3
Autres pays	3,0	3,2	2,5	2,5	2,9	3,3	2,0	-0,8	-0,3	-0,7	2,5	2 ¾

Sources : Secrétariat de l'ONU, DIESAP.

♦ Indique une rupture de continuité dans la série statistique : à partir de 1991, l'Allemagne comprend les Länder orientaux.

^a Les agrégats correspondant aux groupes de pays sont des moyennes pondérées, la pondération pour chaque année étant le PIB, évalué sur la base des prix et des taux de change de 1988.

^b Estimations préliminaires.

^c Projections, d'après le projet LINK.

Tableau A.2

Principaux pays industriels : indicateurs trimestriels, 1992-1993

	Trimestre, 1992				Trimestre, 1993				Trimestre, 1994		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III ^a
Croissance du produit intérieur brut ^b											
Allemagne (partie occidentale)	7,9	-0,5	-1,4	-3,4	-6,4	2,3	2,6	-2,0	2,0	4,1	5,3
Canada	0,7	0,4	0,0	0,7	3,5	4,2	1,4	3,5	4,5	6,7	4,7
États-Unis	3,5	2,8	3,4	5,7	1,4	1,9	2,9	6,3	3,4	4,1	3,9
France	2,7	-0,7	0,0	-1,0	-3,5	0,7	1,4	0,4	2,7	4,1	3,0
Italie	1,0	0,7	-3,0	-1,0	-1,0	1,7	-2,7	4,2	1,5	5,7	2,5
Japon	2,1	-1,9	-0,3	-1,1	3,5	-2,1	1,1	-2,8	4,0	-1,6	3,7
Royaume-Uni	-2,7	0,3	1,4	1,0	3,2	1,7	2,8	2,9	3,8	5,9	3,5
Total	2,9	0,6	1,0	1,5	0,8	0,9	1,9	2,3	3,3	3,0	3,9
Taux de chômage ^c											
Allemagne (partie occidentale)	4,5	4,7	4,6	4,9	5,3	5,6	6,0	6,3	6,5	6,6	6,6
Canada	10,7	11,2	11,5	11,5	11,0	11,3	11,3	11,0	11,0	10,6	10,1
États-Unis	7,2	7,4	7,4	7,2	7,0	6,9	6,7	6,4	6,5	6,1	6,0
France	10,1	10,3	10,4	10,7	11,1	11,5	11,9	12,3	12,5	12,6	12,6
Italie	9,9	10,0	10,1	9,3	9,1	10,7	10,3	10,7	11,7	12,5	12,4
Japon	2,1	2,1	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,7	2,8	2,8	3,0
Royaume-Uni	9,5	9,7	10,1	10,4	10,5	10,3	10,4	10,1	9,9	9,6	9,5
Total	6,6	6,8	6,8	6,8	6,8	6,9	6,9	6,9	7,1	6,9	6,9
Hausse des prix à la consommation ^d											
Allemagne (partie occidentale)	4,7	4,3	1,8	3,9	7,4	3,8	1,7	2,3	5,4	2,8	1,4
Canada	1,8	1,8	1,8	1,5	3,0	0,6	1,8	2,1	-1,8	-1,5	2,2
États-Unis	2,8	3,1	3,1	3,1	3,4	3,0	1,5	3,0	2,5	2,5	3,6
France	2,0	3,0	0,3	2,0	3,3	2,6	1,0	1,6	1,9	2,2	0,7
Italie	5,7	4,5	3,3	5,2	4,1	4,3	4,0	4,5	5,5	2,1	2,8
Japon	-1,4	5,5	-1,8	1,8	0,0	3,6	1,8	-1,0	0,8	1,5	1,4
Royaume-Uni	2,3	8,9	-0,3	1,6	-2,7	6,7	1,1	1,3	0,7	7,3	0,0
Total	2,1	4,2	1,4	2,8	2,6	3,4	1,7	1,9	2,2	2,4	2,3
Croissance de la production industrielle ^e											
Allemagne (partie occidentale)	7,9	-7,0	-6,5	-12,3	-11,4	-1,8	1,5	0,4	0,7	10,2	1,9
Canada	-2,7	2,0	4,0	5,6	9,2	6,6	4,2	5,6	0,7	13,5	9,3
États-Unis	-3,5	5,5	2,5	4,3	-2,1	2,5	2,4	7,4	7,3	6,1	5,2
France	0,0	-0,4	-2,4	-7,6	-6,3	-2,2	2,2	-4,3	5,7	12,3	6,6
Italie	4,2	-2,7	-8,0	-5,5	-0,7	-3,9	2,9	-0,7	-1,8	21,1	18,6
Japon	-35,3	27,4	-1,7	-10,3	1,0	-6,7	1,4	-13,9	7,1	2,3	12,9
Royaume-Uni	-3,3	-0,7	4,9	2,6	0,0	3,3	4,8	4,7	3,2	11,9	4,4
Total	-10,1	8,5	-0,7	-3,5	-2,0	-1,2	2,3	-1,1	5,2	7,7	8,1

Sources : Secrétariat de l'ONU, DIESAP, sur la base de données du Fonds monétaire international; de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des autorités nationales.

^a Estimation partielle.

^b En pourcentage des données désaisonnalisées du trimestre précédent, exprimées en taux annuel (le total est la moyenne pondérée calculée à partir de la valeur annuelle du PIB, les coefficients de pondération étant les prix et les taux de change de 1988).

^c Pourcentage de la population active totale, données désaisonnalisées normalisées par l'OCDE.

^d Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente, exprimée en taux annuel.

^e Variation en pourcentage des données désaisonnalisées, exprimée en taux annuel.

Tableau A.3

Pays développés à économie de marché : taux de chômage, 1984-1995^a

(En pourcentage du total de la population active)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^b	1995 ^c
Tous pays développés à économie de marché	7,8	7,7	7,6	7,2	6,6	6,1	6,0	6,6	7,3	7,7	8,0	7 1/2
Principaux pays industrialisés	7,3	7,2	7,1	6,7	6,1	5,7	5,6	6,2	6,8	6,9	6,9	6 1/2
Allemagne (partie occidentale)	7,1	7,2	6,4	6,2	6,2	5,6	4,9	4,2	4,6	5,8	6,7	6 1/4
Canada	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7	7,5	8,1	10,2	11,2	11,1	10,5	9 3/4
États-Unis	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2	5,4	6,6	7,3	6,7	6,2	6
France	9,7	10,2	10,4	10,5	10,0	9,4	8,9	9,4	10,4	11,7	12,6	12 1/4
Italie	9,4	9,6	10,5	10,9	11,0	10,9	10,3	9,9	10,5	10,2	11,1	10 3/4
Japon	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	3,0	3
Royaume-Uni	11,7	11,2	11,2	10,3	8,5	7,1	6,8	8,8	9,9	10,3	9,4	8 1/2
Autres pays industrialisés	10,2	10,3	9,9	9,6	9,1	8,1	7,9	8,6	9,8	11,8	13,1	12 3/4
Pour mémoire												
Europe occidentale	9,8	9,9	9,8	9,6	9,0	8,2	7,6	7,9	8,8	10,0	10,9	10 1/2
Union européenne	10,5	10,6	10,6	10,3	9,7	8,8	8,1	8,3	9,1	10,3	11,2	10 3/4
Autres pays	3,3	3,2	3,2	3,0	2,9	2,6	2,8	4,0	5,8	8,0	8,3	7 3/4

Source : Secrétariat de l'ONU, DIESAP, d'après les données de l'OCDE.

^a Données nationales normalisées par l'OCDE.

^b Estimations préliminaires.

^c Projections, d'après le projet LINK.

Tableau A.4

Pays développés à économie de marché : hausse des prix à la consommation, 1984-1995^a

(En pourcentage annuel de variation)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^b	1995 ^c
Tous pays développés à économie de marché	4,5	4,0	2,2	2,8	3,2	4,4	5,0	4,3	3,1	2,7	2,3	2 1/2
Principaux pays industrialisés	4,2	3,7	1,8	2,6	3,0	4,2	4,8	4,2	2,9	2,6	2,2	2 1/2
Allemagne (partie occidentale)	2,5	2,2	-0,2	0,3	1,3	2,7	2,7	3,5	4,0	4,1	3,0	2 1/2
Canada	4,3	4,0	4,1	4,4	4,0	5,1	4,7	5,6	1,5	1,9	0,4	1 3/4
États-Unis	4,3	3,7	1,8	3,7	4,0	4,9	5,4	4,2	3,1	3,0	2,7	3 1/4
France	7,4	5,8	2,6	3,3	2,8	3,4	3,4	3,2	2,4	2,1	1,8	2
Italie	10,9	9,2	5,8	4,7	5,1	6,2	6,5	6,3	5,2	4,5	3,8	3 3/4
Japon	2,2	2,0	0,6	0,1	0,7	2,2	3,1	3,3	1,7	1,2	0,7	1/2
Royaume-Uni	4,9	6,1	3,5	4,1	4,8	7,8	9,5	5,9	3,7	1,6	2,5	3 1/2
Autres pays industrialisés	6,6	5,9	4,8	4,2	4,2	5,2	6,1	5,3	4,0	3,6	3,2	3 1/2
Pour mémoire												
Europe occidentale	6,1	5,3	2,9	2,9	3,3	4,8	5,5	4,9	4,0	3,4	3,0	3
Union européenne	6,2	5,4	2,9	2,9	3,3	4,8	5,4	4,8	4,1	3,4	3,1	3 1/4
Autres pays	5,4	4,7	2,7	3,3	3,9	4,5	6,2	5,6	3,2	3,4	1,9	2 1/2

Source : Secrétariat de l'ONU, DIESAP, d'après les données publiées par le FMI, International Financial Statistics.

^a Les données concernant les groupes de pays sont des moyennes pondérées, la pondération pour chaque année étant les dépenses de consommation dans l'année considérée, sur la base des prix et taux de change de 1988.

^b Estimations préliminaires.

^c Projections, d'après le projet LINK.

Tableau A.5

Pays à économie en transition en Europe et en Asie : taux de croissance du PIB, 1984-1995^a

(Variation annuelle en pourcentage)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^a	1995 ^b
Pays à économie en transition	3,4	2,0	3,5	2,6	4,5	2,1	-6,2	◆-8,8	-15,6	-8,6	-10,3	-5
Union soviétique et États successeurs ^c	3,0	1,7	3,6	2,8	5,3	3,0	-4,0	-8,0	-18,3	-12,0	..	..
Pays baltiques									-31,2	-14,9	0,7	2 1/2
Estonie									-14,8	-2,0	2,9	4
Lettonie									-33,8	-19,9	-2,0	1
Lituanie									-35,0	-17,0	1,5	2 1/2
Europe orientale	4,5	2,6	3,2	2,2	2,7	0,1	-11,5	◆-11,4	-5,2	1,0	2,4	3 1/2
Albanie	-1,3	1,8	5,6	-0,8	-1,4	9,8	-10,0	-29,4	-6,0	11,0	..	..
Bulgarie	3,4	2,7	4,2	6,1	2,6	-1,4	-9,1	-11,7	-7,7	-4,2	-1,2	1/4
Tchécoslovaquie	2,1	2,2	1,8	0,8	2,6	1,3	-4,7	-14,4	-7,1			
République tchèque										-0,3	2,3	3 1/4
Slovaquie										-4,2	1,2	3 1/4
République démocratique allemande	5,4	5,5	3,9	3,3	3,1	2,4	-25,1	—	—	—	—	—
Hongrie	2,7	-0,3	1,5	3,8	2,7	3,8	-3,3	-11,9	-4,5	-2,0	2,5	1
Pologne	5,6	3,6	4,2	2,0	4,4	0,2	-11,6	-7,6	1,5	4,0	4,4	4 1/2
Roumanie	5,9	-0,1	2,3	0,8	-0,5	-5,8	-7,3	-13,7	-15,4	1,0	-0,3	4 1/2

Sources : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, Commission économique européenne et données nationales.

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

.. Indique que l'on manque d'informations pour faire une estimation.

^a Estimations préliminaires.

^b Projection faite en partie d'après le projet LINK.

^c Données nationales correspondant à la moyenne des taux de croissance des pays membres pondérés selon leur part de la production de l'URSS en 1991.

Tableau A.6

Pays en développement : taux de croissance du PIB réel, 1985-1995

(En pourcentage annuel de variation)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^a	1995 ^b
Tous pays en développement ^c	3,3	3,8	4,1	4,5	3,5	3,0	3,4	4,9	5,1	4,8	5 1/2
Amérique latine	3,6	4,2	3,0	0,7	1,0	-0,1	2,9	2,1	3,1	3,3	3 3/4
Afrique	3,6	1,5	0,6	2,7	3,0	2,2	1,3	0,6	0,7	2,6	3 1/4
Afrique subsaharienne ^d	1,9	2,6	0,6	2,9	1,5	1,2	0,4	-0,1	-0,5	2,2	3
Asie occidentale	-3,6	-3,1	-0,8	0,0	3,2	1,9	-0,2	5,7	3,7	-1,6	2
Asie du Sud et de l'Est	3,6	6,2	6,9	8,5	6,1	6,4	5,3	5,3	5,4	6,4	6 3/4
Chine	12,9	8,5	11,1	11,3	4,3	3,9	8,0	13,2	13,4	11,5	10
Pays méditerranéens	2,8	5,5	1,1	0,8	0,4	1,1	-5,6	-1,4	-0,2	-2,5	2 3/4
<u>Pour mémoire</u>											
Principaux pays en développement ^e											
Chine	12,9	8,5	11,1	11,3	4,3	3,9	8,0	13,2	13,4	11,5	10
Brésil	8,0	7,6	3,4	0,1	3,2	-4,4	0,9	-0,9	4,1	4,0	4
Inde	4,5	4,8	4,5	9,6	5,2	5,5	2,0	4,0	3,8	5,0	5 3/4
République de Corée	5,1	12,0	11,1	11,5	6,1	9,0	8,4	4,7	5,5	8,0	7 1/2
Mexique	2,6	-3,8	1,8	1,4	3,1	4,4	3,6	2,6	0,4	3,0	3 1/2
Iran (République islamique d')	-1,5	-8,0	-2,5	-2,0	4,0	10,0	6,0	6,0	4,0	-4,0	1
Taiwan, province de Chine	5,0	11,6	12,3	7,3	7,6	5,0	7,2	6,6	6,0	6,1	6 1/2
Indonésie	1,9	3,0	3,6	6,5	7,4	7,4	6,6	6,3	6,5	6,8	7
Argentine	-4,4	6,1	2,1	-2,8	-6,2	0,4	8,9	8,7	6,4	5,0	5
Afrique du Sud	-1,2	0,0	2,1	4,2	2,4	-0,3	-1,0	-2,2	1,2	2,0	3
Arabie saoudite	-9,1	13,4	-1,4	7,6	0,2	9,0	6,0	3,0	1,5	-3,0	1
Turquie	5,1	7,5	2,2	2,2	-0,4	9,2	0,7	6,4	7,6	-5,0	2 1/2
Thaïlande	4,1	3,5	7,1	13,2	12,2	10,0	8,0	7,4	8,0	8,3	8 1/2
Pays les moins avancés	2,0	3,0	0,9	1,1	2,2	2,2	1,3	3,1	2,9	3,3	4

Source : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

^a Estimations préliminaires.

^b Projections faites en partie d'après le projet LINK.

^c Ces chiffres couvrent 92 pays, qui représentent 98 % de la population de tous les pays en développement.

^d Afrique du Sud et Nigéria exclus.

^e Par ordre décroissant de part dans le PIB mondial.

Tableau A.7
 Commerce mondial : variation du volume des échanges, 1985-1995

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ^a	1995 ^b
Commerce mondial ^c	3,4	4,9	5,3	9,0	7,7	5,4	5,1	6,0	3,9	7,1	7
<u>Volume des exportations</u>											
Pays développés à économie de marché	4,9	2,4	4,3	8,7	7,3	5,1	3,6	4,4	2,5	5,5	6
Amérique du Nord	2,7	5,8	6,6	17,9	8,7	7,0	6,3	8,1	6,8	7,5	8 1/2
Europe occidentale	4,8	2,3	4,2	5,9	7,6	4,2	◆2,4	3,3	1,3	5,5	5 3/4
Japon	5,6	-0,7	0,4	5,9	4,3	5,3	2,5	1,5	-2,5	1,4	3/4
Pays en développement	-0,1	15,1	6,0	7,5	9,6	8,7	8,5	8,1	7,6	9,0	10 1/4
Amérique latine	-0,2	-1,2	4,9	6,1	7,0	2,7	5,0	3,9	9,3	4,9	8 1/4
Afrique	1,1	29,4	1,3	3,3	1,7	10,4	6,4	5,0	-0,8	1,8	4 3/4
Asie occidentale	-5,5	48,2	-14,4	16,8	6,9	2,2	4,2	6,9	7,6	1,2	4 1/2
Asie du Sud et de l'Est	0,8	19,8	17,3	13,3	10,8	7,4	16,2	11,5	12,4	13,2	12 3/4
Chine	7,6	17,9	11,8	10,2	8,4	14,4	18,4	16,8	9,2	29,0	14 1/4
Pays méditerranéens	9,0	-4,1	10,8	0,9	2,5	8,4	2,9	-4,7	-1,0	0,6	4
Pays à économie en transition	-0,8	4,0	2,4	4,5	-1,0	-9,6	-18,1	..	..	..	..
<u>Volume des importations</u>											
Pays développés à économie de marché	5,5	7,3	6,8	8,4	7,3	4,6	◆3,0	4,8	1,3	6,2	6
Amérique du Nord	6,6	9,6	3,7	6,2	4,5	1,4	1,3	10,3	12,2	10,9	7 1/4
Europe occidentale	5,7	6,2	8,2	7,7	8,2	6,1	◆3,7	3,3	-3,7	3,7	5 1/2
Japon	1,1	9,5	9,2	17,9	7,9	5,7	4,0	-0,4	2,9	5,8	3 1/2
Pays en développement	-3,2	-3,5	2,4	13,8	8,5	5,5	12,9	11,5	10,8	11,5	9
Amérique latine	3,0	0,9	0,7	5,0	4,3	6,1	19,0	19,8	11,7	12,6	8
Afrique	-15,7	-4,8	-10,5	8,9	0,6	0,4	1,8	7,3	-1,0	3,9	6 1/2
Asie occidentale	-14,7	-16,0	-10,4	4,4	3,3	-3,4	13,7	12,1	-3,3	0,5	0
Asie du Sud et de l'Est	-2,6	2,2	14,9	22,0	13,2	10,1	15,0	9,9	12,2	14,9	11 1/4
Chine	57,1	-6,0	-8,6	19,3	6,2	-14,0	20,3	24,3	29,6	12,9	11 1/4
Pays méditerranéens	4,6	-4,5	2,8	1,5	9,9	17,7	-8,2	-5,0	24,8	3,8	3 1/4
Pays à économie en transition	5,1	-0,8	1,0	3,7	5,1	-5,0	◆-24,8	..	..	..	..

Source : Secrétariat de l'ONU, DESIPA et CEE.

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

^a Estimations préliminaires.

^b Projections, d'après le projet LINK.

^c Moyenne des taux de croissance annuelle du volume des exportations et des importations mondiales, pays à économie en transition exclus (faute de données suffisantes).

Tableau A.8

Indice des prix des produits primaires exportés par des pays en développement, 1984-1994

(1985 = 100)

	Denrées alimentaires	Boissons tropicales	Huiles végétales et graines oléagineuses	Matières premières agricoles	Minéraux et métaux	Indices combinés		Prix des articles manufacturés ^a	Prix réel des produits de base ^b	Pour mémoire : pétrole brut ^c
						Dollars	DTS (droits de tirage spéciaux)			
1984	116	110	144	111	105	114	112	100	114	102
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	110	124	62	102	95	104	90	120	87	47
1987	117	81	73	119	113	107	84	135	79	62
1988	152	82	96	129	164	135	102	144	94	52
1989	161	70	85	129	164	135	107	143	94	63
1990	151	62	74	135	148	127	95	158	80	81
1991	141	57	80	127	134	118	88	157	75	68
1992	138	49	86	124	129	115	83	162	71	67
1993	139	52	85	120	110	111	81	157	71	59
1993 I	139	51	84	124	120	113	83	155	73	60
1993 II	138	46	82	120	110	109	79	159	69	61
1993 III	133	54	86	118	108	108	78	156	70	57
1993 IV	146	58	90	119	102	113	82	158	71	52
1994 I	159	59	96	127	109	121	88	153	79	51
1994 II	151	77	102	132	118	124	89	157	79	58
1994 III	149	122	107	138	129	135	94	158	85	61

Sources : CNUCED, Bulletin mensuel des prix des produits de base, et ONU, Bulletin mensuel de statistique.

^a Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays développés à économie de marché, en dollars. La base de l'indice originel est 1985.

^b Indice des prix, en dollars, des produits de base, corrigés par la valeur unitaire des exportations manufacturées des pays développés à économie de marché.

^c Prix de l'OPEP, qui est le cours moyen du disponible de sept types de pétrole brut des pays de l'OPEP (Saharan, Blend, Minas, Bonny Light, Arab Light, Dubai, T.J. Light et Isthmus).
